

Pourquoi s'intéresser aux classes moyennes ?

Pourquoi avoir choisi le thème des *classes moyennes* ? N'est-ce pas un risque de se perdre – comme d'autres avant nous – dans des considérations conceptuelles sans fin autour d'une notion équivoque ? N'est-ce pas anachronique de vouloir repenser le monde social à partir du concept de classes, et de surcroît à partir de celles qui ne sauraient *justement pas* être des classes sociales ? Comment comprendre qu'en dépit des critiques exprimées au sujet de la notion de classes moyennes celle-ci demeure présente dans le vocabulaire savant, médiatique, politique et ordinaire ?

L'initiative d'organiser un séminaire et de publier un dossier, ne vise pas à définir à tout prix la notion de classes moyennes ; plus important, il s'agit de s'interroger sur son endurance historique et sa survivance dans les représentations de l'espace social, dans les manières de classer et de définir des frontières. L'ambition n'est donc pas de couvrir le vaste champ théorique et empirique concernant les classes moyennes. Partant du constat que le vocabulaire des sciences humaines comporte des catégories embarrassantes et controversées – dont nous sommes les héritiers – l'intention est d'interroger l'une de ces catégories. La notion de « classes moyennes » se prête particulièrement bien à une enquête de ce type ; en témoignent, dans la littérature, les précautions systématiques lorsqu'il s'agit de l'étudier. D'emblée, au sujet des classes moyennes, se posent les difficultés de définition, d'imprécisions conceptuelles, de risques de réunir artificiellement des groupes hétérogènes, de disparités nationales et historiques¹. Comme l'écrit Louis Chauvel (2004) : « Dans le monde des sciences sociales, « classes moyennes » fait partie de ces appellations sans origine contrôlée ni définition consensuelle dont la popularité vient de ce que leur imprécision permet de dire tout et son contraire » (p. 101).

En effet, dans la littérature il est souvent souligné à quel point la notion de classes moyennes est une notion « fourre-tout », une notion commode pour classer des groupes aux contours imprécis. Les mêmes questions reviennent systématiquement quant à la pertinence même de ce concept : peut-on considérer les classes moyennes comme des classes sociales ? S'agit-il d'une notion sociologique ou d'un slogan politique ? La notion française de classes moyennes a-t-elle le même sens que les *middle classes* britanniques et nord américaines, le *Mittelstand* allemand et helvétique, les *classi medie* italiennes ?

En dépit des difficultés théoriques et méthodologiques posées par la notion de classes moyennes, les tentatives n'ont pas manqué chez les auteurs classiques pour distinguer des fractions, pour décrire une morale sociale *sui generis*, pour essayer de comprendre qui occupe, et comment, l'espace intermédiaire entre les pauvres et les fortunés. L'intérêt de prendre en compte la notion de classes moyennes réside tout autant dans les efforts de taxinomie sociale que dans l'imaginaire socio-politique

1. La diversité historique et nationale des classes moyennes – terme qui est loin d'avoir le même sens selon les pays considérés – est traitée de manière stimulante dans l'ouvrage collectif dirigé par Pierre Guillaume (1998).

que ces efforts traduisent : l'aspiration à atteindre une société nivelée et donc pacifiée, où chacun a sa chance d'accéder à la condition moyenne, n'a pas cessé de nourrir des discours et des représentations idéalisées. Selon les contextes nationaux et historiques, ces représentations animent des mouvements de mobilisation localisés qui élisent des personnages censés porter la morale du juste milieu : artisans et petits commerçants, cadres dynamiques et employés des firmes, serviteurs fidèles de l'Etat et professions libérales.

Par le passé, ces débats autour de la condition sociale moyenne – vertueuse et/ou infamante – s'inscrivaient dans un climat intellectuel fortement marqué par les théories des classes. Tout en étant controversées, ces théories – surtout celles d'inspiration marxiste – généraient des prises de position dans le champ académique ; ces théories ont quelque peu déserté les écrits universitaires de ces dernières décennies². Parler de la notion même de *classe sociale* est devenu délicat voire malvenu ; à moins d'étudier les faits passés, c'est faire preuve d'anachronisme. La génération de chercheurs qui n'a pas connu l'âge d'or des discussions sur les classes sociales et de la prise en compte de ce principe de structuration dans l'analyse, se trouve alors particulièrement démunie pour comprendre pourquoi une notion comme « classes moyennes » suscite l'embarras dans le milieu scientifique.

Controversée du point de vue théorique et conceptuel, la notion de classes moyennes a, en outre, une charge politique non négligeable. Si la plupart des partis sollicitent le soutien des classes moyennes, force est d'admettre que dans les différents pays elles ne sont jamais parvenues à s'organiser politiquement autrement que par des associations et des syndicats aux intérêts particuliers différents, sinon divergents. Dès lors se pose la question : comment faire usage scientifiquement d'une telle notion alors qu'elle est manipulée aisément, et ce n'est pas nouveau, par les fractions politiques en mal d'électorat stable³ ? Chassez la notion du champ académique, elle revient par la grande porte des médias et des harangues politiques.

L'actualité ne dément pas cette instrumentalisation de la notion de classes moyennes. Dans différents pays, les partis en quête de renouvellement de leur base électorale se font les porte-parole des « intérêts des classes moyennes »⁴. En Suisse, on peut lire dans un communiqué de

presse de l'Union Démocratique du Centre du 17 février 2003 : « Les classes moyennes, c'est-à-dire les personnes gagnant un salaire moyen et les petites et moyennes entreprises constituent les principales sources de financement des dépenses publiques. Or, les classes moyennes sont de plus en plus saignées par une politique qui redistribue sans aucun discernement les fonds publics disponibles ».

Dans l'édition de septembre de 2004 de son mensuel *La Nouvelle revue*, le Parti Radical vaudois déclare qu'il ne voyage « ni pour le socialisme triomphant ni pour l'économie néo-libérale. Il est le défenseur de la classe moyenne, sur laquelle se fonde la prospérité collective, puisque les micro-entreprises sont, prises ensemble, le premier employeur du pays ! ». Et plus loin : « Voudrait-on décourager cette classe moyenne qu'on ne s'y prendrait pas autrement ! (...) Bref la cohorte de nos coiffeurs, garagistes, commerçants est à bout de souffle ; il faut à tout le moins lui redonner un peu d'espoir. Le Parti radical entend relayer leurs demandes, celles qui ne sont généralement pas entendues dans les associations professionnelles privilégiant, en général, la voix des plus grands employeurs, plutôt que des petits »⁵. François Longchamp, du Parti Radical genevois, déclare dans la Tribune de Genève des 10-11 septembre 2005 : « Nous nous attachons aussi à défendre les classes moyennes malmenées par les caisses maladies et les impôts et qui profitent peu de notre système social ».

En France, au mois de juin 2005, la victoire du non au référendum sur le traité constitutionnel européen a été analysé dans la presse comme le signe d'une nouvelle fracture sociale concernant cette fois-ci les classes moyennes. Les fractions engagées dans le secteur public – qui avaient soutenu le traité de Maastricht – ont manifesté leurs craintes par le vote négatif. Dans l'édition du journal *Le monde* du 2 juin 2005 on peut lire : « Face à la perspective du chômage, les emplois intérimaires du public ont servi de refuge à des générations de diplômés qui aujourd'hui ne supportent pas ce qui s'apparente à un parti pris pro-libéral ou pro-concurrence. Déclassement social et précarité professionnelle sont les maux intimes des classes moyennes » (p.16).

Emmanuel Todd signe une analyse dans *Le nouvel observateur* du 9 juin 2005 intitulée « La fureur des classes moyennes ». La victoire du non au référendum a été

2. « Participant pleinement du modèle culturel des nouvelles classes moyennes, à savoir le déni de la hiérarchie et l'euphémisation de la conflictualité du social, une grande partie des sociologues français eut tendance à universaliser sa propre vision du monde, celle d'une société post-industrielle désormais constituée d'une vaste classe moyenne. Cette conceptualisation eut un impact important car elle a largement alimenté de nombreuses publications de type manuel universitaires

ou scolaires, mais aussi le discours des médias, devenant de la sorte une représentation commune » (Bidou-Zachariassen, 2004 : 124).

3. L'une des réponses à cette question consiste à prendre précisément pour objet les usages politiques de la notion de classes moyennes. Pour le contexte français consulter à ce propos les travaux de Sylvie Guillaume (1997) et de Jean Ruhlmann (2001).

4. En juillet 1999, lors de l'université d'été du parti socialiste français, Lionel Jospin (alors Premier-ministre) propose de « faire naître une nouvelle alliance en faisant converger dans leurs projets et leurs actions les politiques qu'attendent respectivement les exclus, les classes populaires et les classes moyennes ».

5. Le Parti radical vaudois situe la classe moyenne dans la fourchette allant de 50 000 à 150 000 francs de revenus annuels. Deux catégories

sont distinguées : les indépendants, les patrons des micro-entreprises et les agriculteurs (50 000 à 80 000 francs), d'une part, la catégorie moyenne supérieure où l'on trouve un grand nombre d'employés du secteur public et privé (80 000 à 150 000 francs), d'autre part. « Dans le secteur public, le parti radical ne compte pas beaucoup de membres et c'est de notre faute, car le parti socialiste a su beaucoup mieux que nous fidéliser cette clientèle ».

portée par la dénonciation du libre-échange – ce que pour lui est révélateur d'une incompréhension profonde de l'économie – et par « une défense presque hystérique des services publics ». Ces critiques attestent, selon Todd, des plaintes portées par la fraction des classes moyennes attachées à l'Etat et qui voient dans l'unification européenne « une menace de dépossession ». Il écrit : « La vraie nouveauté est l'entrée en fureur d'une partie des classes moyennes. Je l'aurais appelé autrefois classe moyenne d'Etat et aujourd'hui en relisant Marx je l'appellerais petite bourgeoisie moyenne d'Etat ».

Et dans le quotidien français *Le monde* du 2 septembre 2005, on peut lire : « A 20 mois de l'élection présidentielle de 2007, les partis ne manquent pas une occasion de courtiser les classes moyennes qui, bien qu'insaisissables et hétérogènes, détiennent la clef des urnes. En 1998, une enquête de la Sofres révélait que 42% des actifs se définissaient spontanément comme appartenant aux classes moyennes. Aujourd'hui selon les analystes, ils seraient près de 80% ».

La liste des usages politiques et journalistiques de la notion de classes moyennes pourrait être longue et demande d'ailleurs à être analysée en profondeur. Mais cette visibilité du discours sur les classes moyennes – pour définir des programmes politiques, pour faire entendre des doléances, pour faire reconnaître une détérioration de fait ou supposée de certaines catégories sociales – est précisément une raison pour s'y intéresser et pour s'attarder plus longuement sur ce que signifient ces classes moyennes dont on nous parle tant. En tant que sociologues, historiens, politologues, philosophes, il est difficile d'ignorer cette actualité. N'est-il pas périlleux de se réfugier dans la prudence scientifique – éviter de se pencher sur la notion de classes moyennes au nom de la rigueur conceptuelle – alors que pour des partis politiques, des groupes sociaux, des journalistes elle semble avoir de l'importance ? Les batailles électorales donnent précisément à voir les enjeux autour des représentations de l'espace social ; ces enjeux, ces luttes, engagent et confrontent des groupes en quête de reconnaissance, de positionnements favorables. La notion de classes moyennes fait partie des catégories de pensée et de classification à l'aide desquelles les groupes en présence cherchent à défendre des intérêts, à attirer l'attention des pouvoirs publics, à réclamer des soutiens. C'est pourquoi plus qu'une catégorie sociale cohérente et homogène, les classes moyennes sont surtout un discours, une *rhétorique*. Mais quels sont les particularismes de cette classe-discours ? En quoi les classes moyennes sont une représentation spécifique de l'espace social ? A quel imaginaire de l'ordre, de la structure et du changement social renvoient-elles ?

A partir de la littérature on constate qu'indépendamment de la diversité des définitions, la notion de « classes moyennes » – ou des notions apparentées comme petite bourgeoisie, *middle class*, *Mittelstand*, *Kleinbürgertum* – repose sur la nécessité de qualifier un espace social

intermédiaire situé entre les classes supérieures et les classes inférieures. Cet « entre-deux » est plus ou moins étendu selon les étapes du développement historique des sociétés concernées, mais il ne demeure pas moins que l'idée du « moyen » a fait son chemin et a consolidé un imaginaire social ternaire. Et cet espace social moyen a alimenté des débats, a inspiré des idéologies, a été investi d'imaginaires sociaux et politiques divers.

Certains ont voulu voir dans les « ni bourgeois ni prolétaires » une troisième voie, un rempart contre le capitalisme sauvage et contre la menace communiste. Les classes moyennes représenteraient une *classe-tampon*, le juste milieu, la garantie de l'équilibre social, de la stabilité, de la paix civile. A l'opposé de cette vision pacificatrice, d'autres ont plutôt perçu « l'espace social intermédiaire idéalisé » comme un obstacle idéologique à la critique radicale d'une société hiérarchisée et inégalitaire. Les classes moyennes seraient un mythe bourgeois créé de toutes pièces pour affaiblir le mouvement ouvrier, pour rendre solidaires le grand et le petit capital.

Figures vertueuses d'une dynamique sociétale prospère et pacifiée, les classes moyennes n'ont pas fait moins l'objet de suspicions et de sarcasmes. Pour preuve, le terme « petit-bourgeois » a souvent été utilisé pour disqualifier et pour tourner en dérision les postures des individus appartenant aux classes moyennes. Le soupçon porte le plus souvent sur les penchants à la versatilité et à l'opportunisme ; le petit-bourgeois est un personnage social indécis, craintif et soucieux des risques possibles de déclassement. Surtout, en période de récession économique et de crise politique – comme dans les années 1930 – les regards inquiets se tournent vers les hommes de condition moyenne, soupçonnés de faire allégeance aux tenants douteux de promesses de jours meilleurs. Il n'est guère étonnant que la psychologie et la morale des « classes moyennes » aient suscité de l'intérêt au cours de la première moitié du XX^e siècle.

Ainsi, ceux qui occupent une place intermédiaire dans l'espace social ont des dispositions morales vantées par les uns et méprisées par les autres. Selon les discours et les représentations, les classes moyennes sont censées incarner, d'un côté, une morale de la modération, de la tempérance, de l'effort, de la respectabilité, de l'épargne, et de l'autre côté, elles font l'objet de suspicions voire de répulsions : on leur attribue des fautes comme l'individualisme étroit, la versatilité dans les opinions, l'opportunisme dans les alliances, la maniaquerie, l'autoritarisme du petit propriétaire. Ainsi, la représentation ou la construction d'une morale de *l'homme moyen* – susceptible de fédérer des groupes hétérogènes et donc de créer une solidarité morale à défaut d'une condition sociale commune – est en même temps une morale frappée de tous les soupçons. Si l'homme moyen – ni grand bourgeois ni prolétaire – est censé représenter l'univers quotidien laborieux, le goût de la constance et du consensus, il ne reste pas moins qu'il est voué à être un

héros sans véritable héroïsme. Au sujet des hommes de condition moyenne, Tocqueville les décrivait déjà, dans De la démocratie en Amérique, comme « une multitude d'hommes presque pareils qui, sans être précisément ni riches ni pauvres, possèdent assez de biens pour désirer l'ordre, et n'en ont pas assez pour exciter l'envie ».

L'idée d'un « héros sans héroïsme » n'est pas inintéressante lorsqu'on s'attache à éclairer des moments de l'histoire des sociétés capitalistes. La reproduction du capitalisme n'est-elle pas tributaire de la dynamique historique et sociale des classes moyennes ? Cette interrogation est implicite dans les travaux développés depuis une quinzaine d'années et qui prennent pour objet des fractions des classes moyennes qui ont retenu jusqu'ici peu d'attention. Si les maîtres-artisans, les propriétaires de boutiques, les commis-voyageurs, les employés de bureau, les comptables, les scribes, les ingénieurs, les secrétaires, ont fait l'objet de peu d'études c'est parce qu'ils n'incarneraient justement pas les classes héroïques de l'histoire moderne du capitalisme. Contrairement à la classe ouvrière et à la grande bourgeoisie, ces personnages des classes moyennes semblent avoir une présence plus discrète dans les annales. Ils vivent à l'ombre de la bourgeoisie marchande, industrielle et financière, et ils n'inspirent que de la méfiance chez les grands défenseurs de la classe ouvrière. C'est précisément cette petite bourgeoisie traditionnelle européenne – ses modes de vie, sa sociabilité, sa structure familiale, ses contraintes économiques – qui fait l'objet d'un intérêt croissant de la part des historiens.

C'est le cas, pour ne prendre qu'un exemple, des travaux menés par Geoffrey Crossick et Hans-Gerhard Haupt (1995) qui nous font découvrir le monde de la petite entreprise du XIX^e siècle et début du XX^e. Ils montrent les opportunités mais aussi les menaces générées par l'industrialisation galopante, la concurrence imposée par les grands magasins (les « stores »), l'indépendance toute relative de ces petits indépendants, le caractère impersonnel des rapports marchands que la Boutique cherche à contrarier. La petite-bourgeoisie traditionnelle est un groupe éminemment présent dans la vie urbaine, dans la dynamique des quartiers, qui se perçoit plus *petite* que *bourgeoise*, qui cherche à épargner à sa descendance les risques de prolétarianisation. Et ce groupe va traverser le XX^e siècle, connaître le déclin numérique mais sans jamais disparaître. Ne parle-t-on pas à l'heure actuelle de « nouveaux petits indépendants » pour qualifier ceux qui se lancent dans la libre entreprise soit pour tenter d'échapper à l'insécurité de la condition salariale soit pour renouer avec le vieux rêve de l'indépendance ? Ne sont-ils pas les héritiers de l'esprit de la « Boutique », y compris dans leur indépendance toute relative face à la concurrence des grandes entreprises ?

Au sujet de l'histoire sociale des classes moyennes salariées, les travaux récents nous informent également du rôle joué par les premières générations d'employés

des entreprises privées et publiques⁶. L'historien nord-américain Olivier Zunz (1995) cherche à dépasser le portrait « tragique » que fait Wright C. Mills des cols blancs peints comme des personnages déracinés et malheureux qui subissent la firme bureaucratique ; il montre, pour la fin du XIX^e et le début du XX^e, que les bureaucrates salariés occupant les rangs moyens ont joué un rôle discret mais central dans la diffusion d'une nouvelle organisation du travail, d'une éthique consensuelle propice à l'extension sans heurts de l'activité économique et commerciale sur tout le continent. Non impliqués dans les grands débats idéologiques, les cadres intermédiaires se sont investis à créer et à diffuser une morale professionnelle pragmatique. Olivier Zunz conclut que si le capitalisme américain a fini par occuper une place dominante sur la scène internationale ce n'est pas sans la contribution fondamentale de ces « nouvelles classes moyennes ».

Comme l'écrit Serge Bernstein (1993) il est difficile pour l'historien – comme pour les autres chercheurs, pouvons-nous ajouter – d'ignorer la question des classes moyennes et il serait fort réducteur de n'y voir qu'un mythe, une fiction. Il invite à considérer les classes moyennes comme une réalité qui a été vécue par une grande partie des hommes du XX^e siècle : « (...) à partir du moment où ils ont considéré leur appartenance aux classes moyennes comme un des éléments de leur identité, susceptible de motiver leurs actes et leurs comportements, il n'est guère possible de faire fi de leurs analyses au nom d'une vérité supérieure autoproclamée. Qu'une analyse « objective » leur donne tort ou considère qu'ils ont été victimes d'une illusion n'ôte rien à l'historicité du fait » (p. 5).

Il a fallu attendre que les débats passionnés sur les classes sociales soient dépassés pour pouvoir reprendre l'histoire sociale mais aussi la sociologie des classes sociales sous une forme moins dogmatique. Ce renouveau théorique et empirique, dans lequel s'inscrivent les études historiques et sociologiques récentes consacrées aux classes moyennes, n'est pas anodin. Rappelons qu'à partir des années 1980 les thèses annonçant la fin de la société de classes reposent sur les constats d'une progression lente mais spectaculaire des classes moyennes. Au point que l'on parle de moyenisation pour qualifier ce processus socio-historique d'un nivellement croissant des conditions sociales, économiques et culturelles d'existence. Transfigurées en « constellation centrale » selon l'expression d'Henri Mendras (1994)⁷,

6. Voir l'importante étude consacrée par Jürgen Kocka (1988) aux employés allemands.

7. « La constellation centrale se caractérise par une mobilité sociale intense, très différente de ce qu'elle était autrefois entre les classes. Etant beaucoup plus nombreux, les individus en mobilité ne sont plus des exceptions mais au contraire apparaissent comme « normaux » dans la vie sociale » (Mendras, 1994:81)

les classes moyennes n'auraient cessé de progresser en quantité et en influence socio-culturelle. Le concept de classe sociale devient, dans cette perspective, inopérant tant les strates sont multiples, les frontières mouvantes et les différences entre les styles de vie presque imperceptibles. Le progrès matériel étant là pour la grande majorité, il n'y a plus de raison valable pour justifier les conflits de classe d'autrefois. Partant de là, l'une des définitions classiques des classes moyennes – «ni bourgeoises, ni prolétaires» – ne fait plus guère sens. A l'imaginaire social ternaire de la longue histoire des sociétés occidentales semble s'être substitué depuis les années 1980 un imaginaire social feuilleté; en témoignent certaines expressions sociologiques récentes d'une «société d'individus individualisés».

Mais c'est également à partir de cette décennie tatchérienne que l'on parle de réalisme socio-économique, de «ralentissement de la croissance», de «chômage structurel», de «licenciements de masse». Les «classes moyennes» – cet espace idéalisé des flux et des trajectoires ascendantes possibles – cessent de recruter dans les fractions populaires et cherchent plutôt à protéger leurs frontières. Rien d'étonnant au fait que l'on assiste à la résurgence des défenseurs des intérêts des classes moyennes considérées une fois de plus comme «la partie saine et laborieuse de la nation», «saignées par des politiques fiscales trop lourdes» et qui méritent d'être soutenues dans leur esprit de la libre entreprise et dans leur zèle professionnel. Tout se passe comme si les périodes de crise étaient particulièrement favorables à l'inflation des discours sur les classes moyennes et à l'urgence politique de la défense de leurs intérêts.

Or, les théories du nivellement social ne parviennent pas à convaincre car non seulement elles ne permettent pas de lire les conflits majeurs à partir de conditions collectives fort inégales mais en plus elles tendent à les rendre opaques et à condamner leur expression au silence. C'est pourquoi il convient de reprendre la question de rapports sociaux de classe, tels qu'ils se manifestent à l'heure actuelle, autour des normes du bien éduquer, de l'accès aux biens scolaires, de l'occupation de l'espace urbain. Ces révélateurs montrent que l'accès aux positions des «classes moyennes de confort» loin d'être facilité fait l'objet d'une sélection de plus en plus crispée. Ces crispations donnent à lire la vieille hantise du déclassement social, de la dévaluation des biens acquis par l'effort et du gardiennage de territoires où l'on aspire à être entre-soi.

Si la notion de classes moyennes est sujette à discussions dans le champ scientifique on ne peut pas nier qu'elle a fini par faire partie des structures mentales en tant que promesse d'élévation. Malgré les critiques intellectuelles, l'idée de classes moyennes a survécu dans le langage; elle sert encore et toujours à se représenter la condition de ceux qui n'appartiennent pas à la classe la plus nantie et, plus important encore, de ceux qui échappent à la condition des miséreux. La démocratisation sociale pro-

mise aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale ayant été imparfaitement accomplie, nombreux sont ceux qui ont intégré l'imaginaire promotionnel de l'espace intermédiaire, sans toutefois pouvoir y accéder aisément. Les classes moyennes demeurent encore et toujours une classe-rhétorique.

Cristina Ferreira
crferreira@bluewin.ch

Bibliographie

Bernstein Serge (1993), «Les classes moyennes devant l'histoire» in *Vingtième siècle*, n°37, janvier-mars, pp. 3-12.

Bidou-Zachariasen Catherine (2004), «Les classes moyennes: définitions, travaux et controverses», *Education et sociétés*, n°13, pp. 119-134.

Chauvel Louis (2004), «L'école et la déstabilisation des classes moyennes», *Education et sociétés*, n°13, pp. 101-116.

Crossick Geoffrey et Haupt Heinz-Gerhard (1995), *The Petite Bourgeoisie in Europe, 1780-1914. Enterprise, family and independance*, London, Routledge.

Guillaume Pierre (sous la dir.) (1998), *Histoire et historiographie des classes moyennes dans les sociétés développées*, Editions de la Maison des sciences de l'Homme d'Aquitaine.

Guillaume Sylvie (1997), *Les classes moyennes au cœur du politique sous la IV République*, Talence, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine.

Kocka Jürgen (1989), *Les employés en Allemagne 1850-1980. Histoire d'un groupe social*, Paris, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences sociales.

Mendras Henri (1994), *La seconde révolution française, 1965-1984*, Paris, Gallimard, Folio, coll. Essais (1^{ère} édition: 1988).

Ruhlmann Jean (2001), *Ni bourgeois ni prolétaires. La défense des classes moyennes en France au XX^e siècle*, Paris, Seuil.

Zunz Olivier (1991), *L'Amérique en col blanc. L'invention du tertiaire: 1870-1920*, Paris, Belin.